

Duminiu Publicu / Domaine Public

Le 6 novembre 2025

ARRETÉ TEMPORAIRE N°481/2025

PORTANT AUTORISATION D'ORGANISATION D'UNE ANIMATION MUSICALE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2212-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L333-1,

Vu les articles 131-13 et R623-2 du Code pénal,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L571-1 et suivants,

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles R1334-30 et suivants, R1336-6 et suivants et R1337-6 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 079/2023, du 22 juin 2023,

Considérant la demande présentée par Monsieur Jean Charles IENCO, en sa qualité de gérant du débit de boissons à l'enseigne « Le Colomba » sis vieux port à Bastia, concernant l'organisation d'une animation musicale à l'extérieur de son établissement,

ARRETE

<u>Article 1</u>: Par dérogation aux prescriptions générales de l'arrêté municipal n° 079/2023 du 22 juin 2023, et conformément à celle de son article trois, Monsieur Jean Charles IENCO est autorisé à organiser une animation musicale à l'extérieur de son établissement.

Article 2 : Cette autorisation prend effet le mardi 11 novembre 2025 de 20h30 à 23h00.

 $\underline{\text{Article 3}}$: Le niveau sonore autorisé est limité à 70 Dbl mesuré à 10 m de la source de diffusion de la musique.

Article 4 : Le pétitionnaire affichera le présent arrêté sur le site de la manifestation.

<u>Article 5</u>: Monsieur le Directeur général de services de la ville de Bastia, Madame la Directrice interdépartementale de la police nationale de la Haute-Corse, Madame la Directrice de la Police Municipale de Bastia sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le Maire et par délégation

Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir de la présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir de la présent de la présente notification. Le tribunal administratif de Bastia peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.tclerous.